L'horreur économique
Qu'est-ce qui a changé ?
Pax Economica

Jacques Fontanel
CESICE, UGA
9 Mai, 2020

L'économie n'a pas toujours une belle image, cette « science sinistre » a souvent mis en évidence la violence de la misère, les inégalités, le caractère inéluctable d'une vie sans confort et de précarité, sauf pour quelques privilégiés. Depuis Adam Smith, la fameuse « main invisible » s'est imposée et même s'il a été démontré qu'elle ne fonctionnait pas l'économie de marché et le capitalisme sont toujours représentés comme productifs, performants et pacifiques. Or, les faits sont souvent têtus et nous rappellent que les guerres sont toujours bien présentes dans le monde moderne, qu'elles n'ont sans doute jamais été aussi violentes. De même, les crises économiques reviennent constamment dans le paysage économique des marchés et la fameuse concurrence se transforme souvent en la création de monopoles de faits, avec le développement des brevets et des holdings. Avec les GAFAM, la société moderne et ses citoyens se trouvent dans une situation de dépendance à quelques entreprises dans la quotidienneté de leur vie. Les désastres écologiques et environnementaux s'annoncent et les mêmes règles se maintiennent grâce au contrôle des informations par les grandes fortunes et à des objectifs fixés comme des règles d'airain incontournables, mais qui n'ont au fond pas de raison d'être retenues comme fondement de l'action publique. C'est un principe quasi totalitaire de fixer des règles très strictes d'un intérêt immédiat faible pour réduire le potentiel des usagers et citoyens à contester les règles plus importantes qui régissent leur monde et à les conduire à une obéissance sociétale et sociale.

Viviane Forrester[1] a présenté l'horreur économique. Cet ouvrage a été contesté, mais force est de reconnaître, qu'en son temps, ces analyses étaient souvent pertinentes. Elle soulignait le mépris sociétal du travailleur, le diktat économique des privilégiés, mais aussi des « gens qui savent et connaissent » (surtout leurs intérêts), les dégraissages sollicités par les dividendes des actionnaires, la violence de la précarité, la prédation financière, les multinationales libérées pour exploiter le monde naturel et les hommes, les puissances d'argent qui dominent le monde politique, le recul du pouvoir public en facteur du secteur privé et cette forme d'anarchie économique qui rend le système de plus en plus cruel, de moins en moins humain. Aujourd'hui, dans un monde plus mondialisé, la question se pose de savoir si ces effets ont changé et si l'épanouissement des hommes a pu enfin gagner du terrain grâce à l'essor des nouvelles technologies. Nous reprendrons pour cette analyse, un blog publié récemment[2] et qui apporte des réponses désabusées sur les

[1] Forrester, V.(1996), L'horreur économique, Fayard, Paris

[2] Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, afri-ct.org Paris.

progrès entrepris. Le monde est de plus en plus inégalitaire, et si la misère extrême semble avoir fortement diminué, la cupidité ultime des privilégié peut aller jusqu'à la faire revenir.

I. L'analyse de Viviane Forrester

Le travail est le tabou le plus sacré. C'est la règle du jeu, le moteur naturel de l'existence. Or, c'est une entité aujourd'hui dénuée de substance. Seuls les chiffres du chômage comptent, même s'ils ne mettent pas en évidence ses cortèges d'identités précaires ou de naufragés. Le chômage coduit au plus terrible des sentiments : la honte. Le chômeur n'est plus l'objet d'une mise à l'écart provisoire, occasionnelle. Il subit une logique planétaire qui suppose la suppression des emplois. Le chômeur s'estime souvent responsable de sa situation, il s'accuse alors qu'il n'est qu'une victime.

La réduction du nombre d'emplois est devenue une règle de bonne gestion. On réduit les effectifs en se vantant de créer des emplois. L'idée que l'on cherche à faire passer c'est la guerre pour l'emploi, car l'entreprise ne peut partager que ce qu'elle produit. Ce n'est pas à la justice de s'occuper des licenciements. Avec les grandes organisations économiques internationales, les puissances privées vivent en harmonie, étant plus d'accord entre elles qu'en compétition. Pour la Banque mondiale, il faut réduire les prestations chômage, réduire la durée des droits, rendre les conditions d'admission plus strictes. Les puissances économiques privées et internationales ne s'encombrent pas du souci de plaire, hantise des pouvoirs politiques. Elles revendiquent la flexibilité du travail, les exclus tiennent trop de place, ils agacent. Pour Phelps, l'insécurité qui pèse sur les travailleurs permet aux employeurs de réduire leurs coûts salariaux. Moins il y a d'aide et plus les chômeurs s'efforcent de trouver un job, quel que soit son prix. Même si le système développe la délinquance et la drogue, on condamne les prestations sociales (G. Becker), mais on ne propose pas vraîment le maintien de la cohésion sociale. Lorsqu'on crée des emplois, la Bourse baisse par crainte de l'inflation. Lorsqu'elle augmente, la mauvaise nouvelle n'est pas loin. Le secteur privé a choisi la puissance de préférence aux pouvoirs. C'est pourquoi il triomphe.

L'idée de la fin du travail ne pouvait qu'être tenu pour une libération. La déification du travail est quasiment religieux : « tu travailleras à la sueur de ton front ». Or, les grandes Nations acceptent la dérégulation, l'adaptation du travail à la mondialisation. La flexibilité crée l'emploi, mais à quel prix, pour le travailleur bien sûr. Reich parle d'employabilité, proche parent de la flexibilité. Le salarié doit être disponible aux changements et attendre sans arrêt le travail, balloté d'un travail à l'autre, sans garantie raisonnable. Les employés ne sont parfois payés que lorsqu'ils travaillent (*zero hour working*). Aux Etats-Unis, l'emploi est favorisé au détriment des salaires, en Europe ce sont les salaires, mais rien ne joue jamais contre le profit. Le club est très fermé. La concurrence est interne au club, elle fonctionne avec l'accord de tous ses membres. On peut s'interroger sur l'acharnement de l'économie de marché à scier la branche sur laquelle elle prétend se trouver. Le dégraissage (*downsizing*) est engagé avec la mondialisation. C'est toujours l'employeur qui a le pouvoir, au nom de la rentabilité.

Il existe un credo, celui du diktat économique. Il faut respecter les lois mystérieuses de l'économie, qui conduisent au chantage, aux transferts des capitaux, aux pièges. Il n'y a aucune compassion, aucune indignation. Les profiteurs, ce sont les smicards. Le chômage est donc une fausse priorité, même si l'on condamne les parasites. Il n'y a pas besoin de miradors pour incarcérer les gens. La fracture sociale, ce n'est pas

l'injustice ni le scandale social. L'indifférence est féroce, c'est même le parti le plus puissant. Elle permet toutes les exactions, ce siècle en est témoin. « Tout branle avec le temps » disait Pascal. Les SDF ne s'intègrent pas. C'est de leur fait. Il y a une confiscation des valeurs, lorsqu'elles ne s'inscrivent pas dans les « créneaux porteurs ».

La honte devrait être cotée en Bourse : elle est un élément important du profit. Faut-il mériter de vivre pour en avoir le droit ? Une infime minorité, déjà nantie de pouvoirs, de propriétés et privilèges, tient le droit d'employer ou de licencier d'office, comme si cela allait de soi. On parle d'employabilité (Jacques Chirac) pour ne pas faire état de l'exploitation. Ce mérite - ce droit à la vie plutôt - passe donc par le devoir de travailler, d'être employé, qui devient dès lors un droit inpresciptible sans lequel le système social ne serait qu'une vaste affaire d'assassinat. Les exclus sont des gêneurs, des bannis, des soumis. Toute cette population est conduite en douce aux frontières de la mort. Ceux qui détiennent le pouvoir économique sont satisfaits de voir ces trublions contestataires rentrer dans le rang, du fait même de la précarité de leur situation. Faut-il mériter de vivre, au moins au sens de la création de profit, pour en avoir le droit ? Le profit reste secret, il opère normalement, mais il est inaperçu. On parle de création de richesses, avec les emplois et le bien-être qui devraient aller avec. La priorité va au profit, non pas à la valeur ajoutée. On ne parle plus de profit, de capitalisme, de prolétariat, d'exploitation des classes sociales. L'entreprise totalitaire s'impose, avec son silence, dans les meilleures combines staliniennes. Le discours totalitaire s'impose, les autres restent sans appuis. Il ne reste que la démocratie.

L'invention de l'entreprise citoyenne, un leurre, témoigne des inégalités dans la sphère de la production. La richesse se joue sur les produits dérivés. Le marché des risques et des dettes permet le casino perpétuel et un marché inconsistant, illusoire, basé sur rien d'autres que des simulacres. Ces marchés surréalistes font cent fois plus d'échanges que les autres. Cette loi du marché financier ne débouche sur aucune production. Ces jeux sont souvent permis par les subventions à l'emploi. Le labeur n'a plus de sens, ce qui importe c'est le jeu des avantages maintenus. Largement bénéficiaires, de nombreuses entreprises ont dégraissé. Elles préfèrent délocaliser. L'entreprise disparue vers d'autres cieux ne paiera plus d'impôts et elle ruine la région. L'Etat est escroqué, avec ces fuites des capitaux. On emprunte les ressources des pays pauvres et on les colonise économiquement, sans protection sociale et en destructurant leur culture et leurs solidarités. Il existe désormais des pauvres pauvres et des pauvres riches, ceux-ci rejoignant progressivement les premiers.

Les multinationales, les transnationales, la globalisation, la déréglementation, la virtualité sont les nouveaux mots. Le travail est encore lié à l'âge industriel, au capitalisme immobilier, quand les unités productives étaient géographiquement clairement installées. On savait qui et comment contester. Ce monde cybernétique, de technologies révolutionnaires, d'automation, exerce le pouvoir, mais il s'est retranché dans des zones étanches. La caste supérieure pénètre un système inédit d'irréalité dans lequel les hordes de chômeurs ne sont que des nombres. Ils développent des produits dérivés, des valeurs financières qui ne sous-tendent pas d'actifs réels. les décideurs sont des manipulateurs de symboles ou des analystes de symboles qui ne communiquent pas ou peu avec l'ancien monde des patrons. Dans ce monde, la vitesse se confond avec l'immédiat. Ile ne sont ni féroces, ni indifférents, ils sont insaisissables. Ils gouvernent l'économie mondialisée par-dessus toutes les frontières et tous gouvernements, les pays sont de simples municipalités. Les pauvres n'y ont pas de place, pas plus que le marché de l'emploi. Il faut répondre aux besoins des réseaux qui régissent la planète, ceux des marchés. Le politique est entré dans l'économie de marché. Nul n'ose déclarer en démocratie que la vie n'est pas un droit, mais on pourrait le faire dans un système totalitaire. Les spéculations, les transactions inédites sont plus influentes que jamais. Le

pouvoir et le gain trouvent ici les ources et territoires pour s'exalter. Les autres rôles sont abandonnés.

Les puissances d'argent chevauchent les instances politiques et ne tiennent compte d'aucune éthique, d'aucun sentiment. On voit l'ampleur de la progression des puissances privées, grâce à de prodigieux réseaux de communication, d'échanges instantanés, aux facteurs d'ubiquité. Elles ne rencontrent pas d'autres obstacles que ceux dressés par leurs pairs. Elles contrôlent les réseaux internationaux et mènent leurs politiques avec le FMI, la Banque mondiale ou l'OCDE. Les dettes des Etats dépendent d'elles et elles les tiennent sous leur coupe. Les Etats n'hésitent pas d'ailleurs à convertir les dettes de leurs protecteurs en dettes publiques, qu'ils prennent donc à leur charge. Recyclées dans le secteur public, ces dettes du secteur privé augmentent d'autant la dette des Etats, les mettant encore plus sous la coupe de l'économie privée. Le secteur privé n'est pourtant que rarement accusé d'être assisté. Liberté et déréglementation légalisées, anarchie officielle, le système active le naufrage de la civilisation. Personne n'ose tirer la sonnette d'alarme. Les lois protègent de tout contrôle les decideurs internationaux, les opérateurs financiers. Les Etat dépendent d'eux et non eux de lui.

Le pouvoir appartient au secteur privé. L'économie privée détenait déjà les armes du pouvoir, mais sa puissance actuelle tient à l'ampleur de son autonomie. L'économie privée, parfois contestée, a toujours conservé la richesse, le patrimoine et la finance. Le pouvoir n'est pas la puissance (qui se moque des pouvoirs) et les sphères privées ont toujours gardé la puissance. Hors du club libéral pas de salut, même les Etats l'acceptent. L'entreprise est choyée, « lovée » dans la démocratie, c'est la violence du calme. On exempte de reproches les spéculateurs ou les fortunes, on s'indigne de l'égoïsme des travailleurs, ou on vitupère les avantages des cheminots. Les forces vives (anciens patrons) dominent tout, même l'art ou la science, sous le couvert fallacieux de la création des emplois. On en oublie la santé et l'éducation. La pensée politique est élitiste. Le seul groupe social qui relie les individus à la société est la police. Même l'éducation est élitiste. Pour être polytechnicien, il faut être mathématicien. Même si cette formation s'avère peu utile dans le travail de chaque jour, elle permet de dégager les « bons » des « mauvais ». Dès le départ, il y a les rejetés. Ils entrent plutôt dans la civilisation des CES.

C'est l'anarchie économique. Tout le monde est complice par sa passivité. Il n'y a plus de garde-fous. Les vies ne sont plus d'utilité publique. Pourquoi ne pas chercher un mode de répartition et de survivance qui ne serait pas fonction d'une rémunération d'emploi. Il y a un sentiment de ne disposer d'aucun moyen de pression face à la cohésion coercitive qui détient la puissance, le système étant tenu pour acquis, sur le dogme du profit. Les pauvres se mutilent pour les possédants, et perdent parfois leur dignité. Il ne faut pas condamner les technologies, il faut les prendre en compte, en fonction d'objectifs bien définis. Le système deviendra de plus en plus cruel.

II. Comment aborder « l'horreur économique » aujourd'hui

L'horreur économique n'est sans doute pas le bon mot pour expliquer le monde dans lequel notre économie nous installe. Les souffrances n'ont pas disparu, la misère radicale n'est plus aussi quotidienne qu'il y a un siècle. Cependant, avec cette pandémie qui vient d'envahir l'espace de la Terre, des situations de grand danger vont sans doute se révéler, dans un moment où tous les Etats s'agrippent à leurs intérêts personnels, sans développer une solidarité suffisante.

Lorsqu'une pandémie arrive, l'Etat se trouve comptable d'une avarice liée à son endettement, aux inégalités sociales et à l'absence des ressources perdues par les

systèmes d'optimisation et d'évasion fiscaux. La leçon de la pandémie du coronavirus nous le rappelle violemment aujourd'hui !

Les illusions de la mondialisation. Après l'effondrement de l'Union soviétique, le processus de globalisation économique semblait inéluctable, encouragé par la plupart des Etats et soutenus par les économistes libéraux lesquels insistaient pour déréglementer, déréguler, décloisonner les économies nationales et la finance internationale. Une croissance économique optimale devait en résulter qui profiterait à l'ensemble des pays par l'effet du « ruissellement » des revenus des riches vers les pauvres, faisant ainsi reculer la famine et la faim, au moins à long terme. Les guerres deviendraient de plus en plus improbables car les interdépendances économiques réduiraient les occasions de conflits armés. La crainte de la guerre nucléaire s'estompait, la puissance américaine et le capitalisme pouvaient organiser, voire imposer, la paix mondiale. En 1995, les organisations internationales mises en place par les Occidentaux en 1944 étaient confortées par la création de l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce, destinée à développer le libre-échange. Le commerce « pacifique » en toute liberté devenait la base de la vie sociétale mondiale. Les firmes multinationales, libérées des exigences de chaque Etat, pouvaient alors imposer leurs lois commerciales positives et augmenter le PIB mondial au profit de l'écoumène. En termes de défense, Washington devenait de fait le principal gendarme du monde, avec des dépenses militaires (Otan compris) à sa main près de deux fois supérieures à celles du reste du monde. L'histoire était belle, un conte de fées.

Cette analyse, fondée sur des hypothèses héroïques, n'a pas été confirmée par les faits. Les violences guerrières, civiles, militaires ou économiques, n'ont pas disparu (Irak, Afghanistan, Libye, Yemen, Syrie, Iran, etc..) et les menaces des « rogue states » et du terrorisme n'ont pas disparu. Les Etats ont subi une contestation croissante de leur rôle, notamment dans l'ordre économique. Leurs actions concernant l'écologie, le climat ou la pollution de l'air ont été fortement inspirées par les décisions d'organisations internationales spécialisées, trop souvent conseillées par les intérêts commerciaux et financiers dominants. Dans ce contexte, les Etats n'ont plus été capables d'assumer l'intégralité des composantes de la sécurité nationale, celle-ci étant progressivement affaiblie par la croyance (fictive) d'une sécurité internationale satisfaisante, grâce, notamment, au commerce international.

L'oubli des services publics. Pourtant, la sécurité nationale ne peut pas se limiter au seul domaine militaire, elle comprend aussi les secteurs de la santé, de l'éducation, des risques industriels, de la protection du patrimoine, des ressources naturelles et de la qualité de vie collective des citoyens. Les autorités publiques ont oublié que les produits et services essentiels à la survie des hommes doivent toujours être disponibles à l'intérieur du pays, soit en stocks, soit en capacité immédiate de production. Il en va ainsi des produits alimentaires, des médicaments, des instruments de protection collectifs et individuels, des équipements sanitaires, des règles concernant les qualités de l'air et de l'eau fixées « a minima » par les organismes internationaux. Il en va de même de la maîtrise des technologies (notamment digitales). En cas d'une menace de cyberattaque, comment l'Europe pourra-t-elle se protéger de la puissance des Google, Microsoft ou Apple, mais aussi d'actions similaires venues de Chine ou de Russie ?

Dans le cadre de l'affaire nucléaire iranienne, la Maison Blanche a imposé sa loi au reste du monde, avec violence, malgré les recours devant une OMC qui n'ose toujours pas condamner le pays qui a été son parrain sous les fonds baptismaux du libre-échange. En outre, elle a rappelé l'application de sa politique du « benign neglect », selon laquelle le dollar est d'abord la monnaie nationale des Etats-Unis, même si sa gestion interne est un problème pour le reste du monde. Enfin, ses décisions d'augmenter les droits de douane, sans concertation, ont remis en cause l'intérêt du libre-échange. Face à cette puissance américaine, la Chine déploie un capitalisme aux

ordres de l'Etat, sans respect des droits de l'homme, dans le cadre d'une économie nationale contrôlée de l'intérieur par les membres du Parti communiste. La faiblesse de l'Europe naît de ses divisions, d'objectifs politiques et commerciaux différents, d'idéologies nationalistes et de conceptions nationales étroites. Au fond, l'Europe reste un Marché commun, avec un système de décision tatillon vers l'intérieur et de moins en moins entendu sur la scène internationale. Les gouvernements des pays membres n'ont toujours pas de solidarité commune bienveillante.

Le triomphe des intérêts privés. La démocratie subsiste. Cependant, le pouvoir appartient à ceux qui contrôlent les moyens financiers, l'information, et même les cénacles administratifs et politiques. Les firmes multinationales exercent une influence considérable sur les institutions publiques, car elles ont le pouvoir de financer les campagnes électorales, de contrôler l'information (télévision, journaux, internet, données des Etats) et d'exercer un lobbying efficace dans toutes les instances nationales et internationales. Elles peuvent s'offrir, à grand prix, les meilleures intelligences pour défendre leurs intérêts, grâce aux passages d'un emploi du service public vers le secteur privé, et vice versa, de leurs affidés. Les nouvelles technologies digitales créent de la dépendance quotidienne et sont en mesure de participer activement aux processus de décision et d'élection dans le monde entier, en fonction des intérêts de leurs producteurs et de la Nation qui les héberge.

Dans ces conditions, la démocratie est en crise, et une ploutocratie semble s'installer partout dans le monde. La moitié des personnes travaillant dans l'équipe de Donald Trump est milliardaire en dollars. Pourtant, au moment où l'Amérique n'a jamais été aussi riche, l'espérance-vie de ses citoyens a baissé depuis 2 ans, car la précarité des « laissés pour compte » et le coût de la santé sont tels que seules les personnes riches ont pu profiter de ce développement économique pour accroître leur propre espérance-vie. Au XXIe siècle, les grandes fortunes paient proportionnellement de moins en moins d'impôts. Les inégalités se sont accrues ces deux dernières décennies.

Les Etats des « paradis fiscaux » commercialisent leur souveraineté. Ils offrent aux firmes multinationales des avantages fiscaux importants. Ce sont d'ailleurs parfois les mêmes Etats, qui au nom de la rigueur financière, ne souhaitent pas soutenir les pays qu'ils ont parfois ainsi délestés de leurs plus gros contribuables. Lorsqu'il y a crise, les Etats interviennent et injectent des financements dans les banques pour relancer l'économie. C'est une période d'austérité pour les citoyens, mais les grandes entreprises réussissent alors à redévelopper leurs profits et les dividendes de leurs actionnaires, sans qu'il y ait rétribution de l'assurance que l'Etat représente pour leur éviter une banqueroute (To big to fail). Si je gagne, je prends tout pour moi, si je perds les Etats compenseront les pertes pour moi. Il en résulte que les Etats sont fortement endettés, ce qui les conduit à réduire le niveau global de protection des citoyens.

La crise économique est dangereuse pour la grande majorité de la population, si les mêmes règles continuent à s'appliquer.

Bibliographie

Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.

Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris

Bourguinat, H. (1996), La tyrannie des marchés, Economica, Paris.

Boyer, R., Drache, D. (1996) Ed., States against market, Routledge, New York.

Boyer, R. (1997), Mondialisation, au-delà des mythes, La Découverte, Paris.,

Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in La question politique en économie internationale (Eds. Berthaud,Kebabdjian), la Découverte, Paris

Eisner, R. (1994), The misunderstood Economy. What counts and how to count it ? Harvard Business School Press, Boston.

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, Collection « Côté cours », L'Harmattan, Paris, 2005.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014. .

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2017), La crise européenne vue par un économiste, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales., Volume XVIII.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, AFRI, Paris.

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - http://revel.unice.fr/psei/index.html.

Fontanel, J. (2020), L'introuvable paix économique », ThucyBlog, n°15, afri-ct.org Paris..

Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, afri-ct.org Paris.

Guilhaudis, J-F (2017), Relations internationales contemporaines, LexisNexis, Paris.

Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.

Piketty, T. (2013), la Capital au XXIe siècle, Seuil, Paris.

Reich, R. (2015), The Political Roots of Widening Inequality, The American Prospect Magazine, Spring.

Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), Growth in a Time of Debt, NBER, Cambridge, MA, January.

Saez, E., Zucman, G. (2020), Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie, Le Seuil, Paris.

Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Actes Sud, Coll Babel.